



Foto: Tanja Demarmels

## CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

### Réponses efficaces plutôt que lutte contre les symptômes

Le 30 novembre 2014, l'initiative Ecopop sera soumise à la votation. Outre une restriction significative de l'immigration en Suisse, le texte exige que la Confédération consacre au moins 10% de l'aide publique au développement à la planification familiale volontaire dans les pays en développement. Les auteurs prétendent que c'est le seul moyen de préserver durablement l'environnement en Suisse et à l'étranger. En réalité, c'est de la poudre aux yeux. Premièrement la pression sur la nature en Suisse est avant tout due à la consommation effrénée de ressources et d'énergie induite par notre style de vie. Deuxièmement les causes réelles d'un taux de natalité élevé sont occultées une nouvelle fois. Dans les pays en développement, il n'est souvent que le reflet de la pauvreté et de l'insécurité économique. Pour des parents sans formation ni revenu, avoir de nombreux enfants représente une force de travail dans la lutte quotidienne pour la survie et une assurance vieillesse. L'une des mesures les plus efficaces pour faire baisser les taux de natalité à long terme est donc d'investir dans la formation de base et professionnelle, la santé, l'émancipation socio-économique et la participation des jeunes femmes.

## L'ESSENTIEL EN 4 POINTS

- La problématique environnementale globale se rapporte avant tout à la consommation intensive des ressources induite par le style de vie des pays riches.
- À l'échelle régionale, la croissance démographique peut entraîner une surexploitation des ressources naturelles.
- Les mesures visant à réduire les taux élevés de natalité sont importantes, mais il est prioritaire de s'attaquer aux premières causes réelles que sont la pauvreté et l'insécurité économique.
- Investir dans la formation de base et professionnelle, la santé et l'émancipation socio-économique des jeunes femmes est le moyen le plus efficace pour faire baisser les taux de natalité à long terme.

## CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

### MONDIALE ...

La population mondiale a plus que doublé depuis 1960. Aujourd'hui notre planète compte plus de sept milliards de personnes et nous serons plus de dix milliards en 2100 selon les estimations des Nations Unies. Cependant un fléchissement se fait sentir: la croissance n'est plus que de 1% par an (2% en 1970) et le taux global de fécondité se situe aujourd'hui à 2,5 enfants par femme (4,5 en 1970). Selon les Nations Unies, plus de 80% de la population mondiale vit dans des régions dont le niveau de fécondité est inférieur à trois enfants par femme. En Chine et en Inde, la population devrait se stabiliser respectivement dans les années 2025 et 2060. Les statistiques montrent que plus une région est développée, c'est-à-dire plus le niveau d'éducation, le revenu et l'espérance de vie sont élevés, plus son taux de natalité est faible<sup>2</sup>.

L'Afrique est le seul continent où la natalité moyenne est toujours de 4,6 enfants par femme. Dans les pays subsahariens en particulier, la transition démographique, autrement dit la baisse des taux de mortalité et de natalité, est plus tardive qu'ailleurs. Par conséquent, les Nations Unies s'attendent à ce que la population africaine, actuellement de 1 milliard, passe à 3,6 milliards d'ici à 2100<sup>1</sup> (fig.1).

### ... ET PRESSION SUR LES RESSOURCES

D'un point de vue global, la raréfaction des ressources et le changement climatique ne sont pas dus à la croissance démographique en priorité, mais au style de vie boulimique en ressources et en énergies des pays riches comme la Suisse. En effet, les habitants des pays indus-

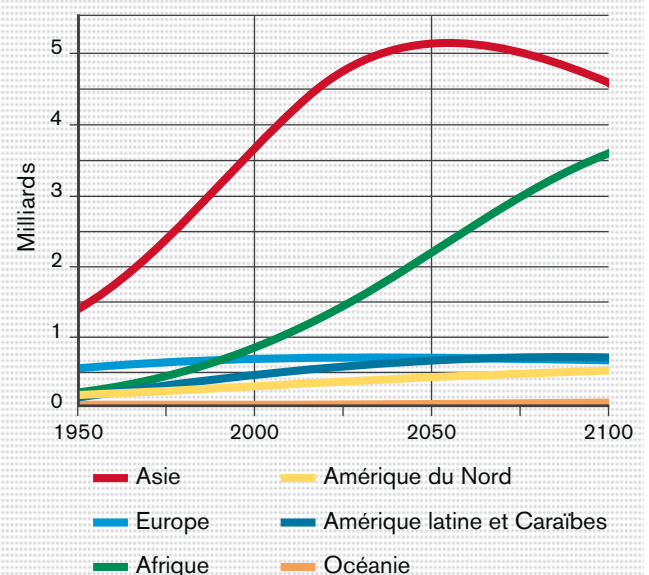
trialisés réquisitionnent pour leur consommation et leur mobilité bien plus que ce que les habitants des pays en développement, largement plus nombreux, utilisent pour vivre. La consommation de ressources par personne est neuf fois plus élevée aux Etats-Unis qu'en Afrique, et à cet égard la Suisse se situe elle aussi largement au-dessus de la moyenne globale<sup>3</sup>.

Mais dans les régions pauvres disposant de maigres ressources, la pression démographique joue un rôle déterminant. Des habitants plus nombreux ont besoin de plus de terres, d'eau, de bois de feu, d'écoles et d'hôpitaux. La croissance de la population subsaharienne neutralise les récents efforts de développement entrepris dans la région: les écoles sont à nouveau trop petites, les réserves d'eau ne suffisent plus et les jeunes ne trouvent pas de travail. Ainsi, pour expliquer la pauvreté persistante et la problématique environnementale qui ne cesse de s'amplifier dans des régions d'Afrique, la croissance démographique est un élément central. Mais il n'est de loin pas le seul<sup>4</sup>.

## LES CAUSES D'UNE NATALITÉ ÉLEVÉE

En parallèle, la pauvreté et l'insécurité économique sont également les causes d'un taux élevé de natalité en Afrique subsaharienne. Car c'est pour assurer des moyens de subsistance que les parents dépourvus de formation et de revenus ont beaucoup d'enfants: ce sont des forces de travail additionnelles dans la lutte quotidienne pour la survie, puis un soutien efficace une fois la vieillesse venue<sup>5</sup>. La décision de fonder une grande famille ne relève pas d'une simple volonté, mais plutôt d'une situation économique difficile. Pour la coopération au développement, il s'agit de reconnaître les causes structurelles du problème démographique et de les combattre le mieux possible.

**Fig. 1** Croissance de la population mondiale par région, 1950–2100 (UNFPA 2011)



## EXEMPLE DE PROJET AU BURKINA FASO

Dans l'est du Burkina Faso, Helvetas s'engage depuis 2009 dans la formation des jeunes. En collaboration avec le Ministère de l'Enseignement de Base, nous avons créé trois centres de formation de base et professionnelle. Les jeunes dont l'avenir semble compromis parce qu'ils ont interrompu leur scolarité ou qu'ils se sentent dépassés peuvent y suivre un apprentissage de couture, de maçonnerie ou de mécanique.

Par exemple, la jeune Folpoa Yonli (18 ans): à l'école, elle se sentait dépassée au milieu de ses cent camarades. Lorsqu'elle a appris l'existence du centre de formation d'Helvetas, elle a choisi d'y suivre l'apprentissage de couturière. Même si elle est en âge de se marier aujourd'hui, elle n'en a pas du tout l'intention. Elle est heureuse que sa famille n'exerce pas de pression car Folpoa contribue désormais activement au revenu familial grâce à sa formation. Pour ses parents, arranger un mariage ne «vaut plus la peine». De même, Diapoa Yonli (19 ans) a très vite interrompu sa scolarité pour aider ses parents. Lorsqu'elle réalise que ses parents veulent la marier, elle décide de faire un apprentissage de couture. Elle dit aujourd'hui: «cette formation m'a sauvée d'un mariage précoce».

Comme bien des parents ne comprennent pas de prime abord pourquoi ils devraient autoriser leurs filles à faire un apprentissage, notre projet fait appel à des «mères éducatrices», des femmes respectées, connues dans leurs villages, qui arrivent à convaincre les parents de la nécessité d'une formation pour leurs filles. Les mentalités changent ainsi peu à peu. Nos collaborateurs locaux rapportent qu'un jeune couple s'est volontairement décidé à suivre des formations: elle accomplit un apprentissage de couturière et lui de mécanicien sur motos. «Nous aurons ainsi la possibilité d'avoir deux bons revenus. La formation vient d'abord, les enfants attendront», affirment-ils ensemble.

## AGIR LE PLUS EFFICACEMENT

Investir dans la formation de base et professionnelle, particulièrement celle des jeunes femmes, est l'une des mesures les plus efficaces pour faire baisser le taux de natalité à long terme. Des enquêtes scientifiques ont montré que les femmes ayant un bon niveau de formation ont moins d'enfants. Selon la Banque mondiale, un investissement moyen de 60 dollars US dans la formation scolaire des jeunes femmes suffit à éviter des grossesses non désirées dans de nombreux pays. Investir la même somme dans des mesures courantes de planning familial sans les associer à une formation a pratiquement le même effet, mais sacrifie la plus-value déterminante qui est de bénéficier d'une bonne formation<sup>6</sup>.

Les femmes ayant une bonne formation ont souvent de meilleures chances sur le marché du travail, leurs revenus sont plus élevés et elles sont moins touchées par la pauvreté, notamment au cours de leur vieillesse. Le taux de natalité s'en ressent nettement: plus le parcours scolaire d'une femme est long, plus elle aura tard son premier enfant et plus l'écart entre les naissances successives sera grand. Au total, chaque année scolaire supplémentaire permet de réduire la fécondité d'une femme de 5 à 10% (fig. 2)<sup>6,7</sup>. En outre, ces femmes sont mieux informées, mieux considérées et savent faire entendre leurs intérêts et leurs points de vue auprès de leur famille et de leur communauté, notamment en ce qui concerne le planning familial et les grossesses non désirées<sup>8</sup>. Et finalement, plus les parents sont formés, plus leurs enfants ont de chances de profiter d'une bonne éducation à leur tour<sup>9</sup>.

## L'ENGAGEMENT D'HELVETAS

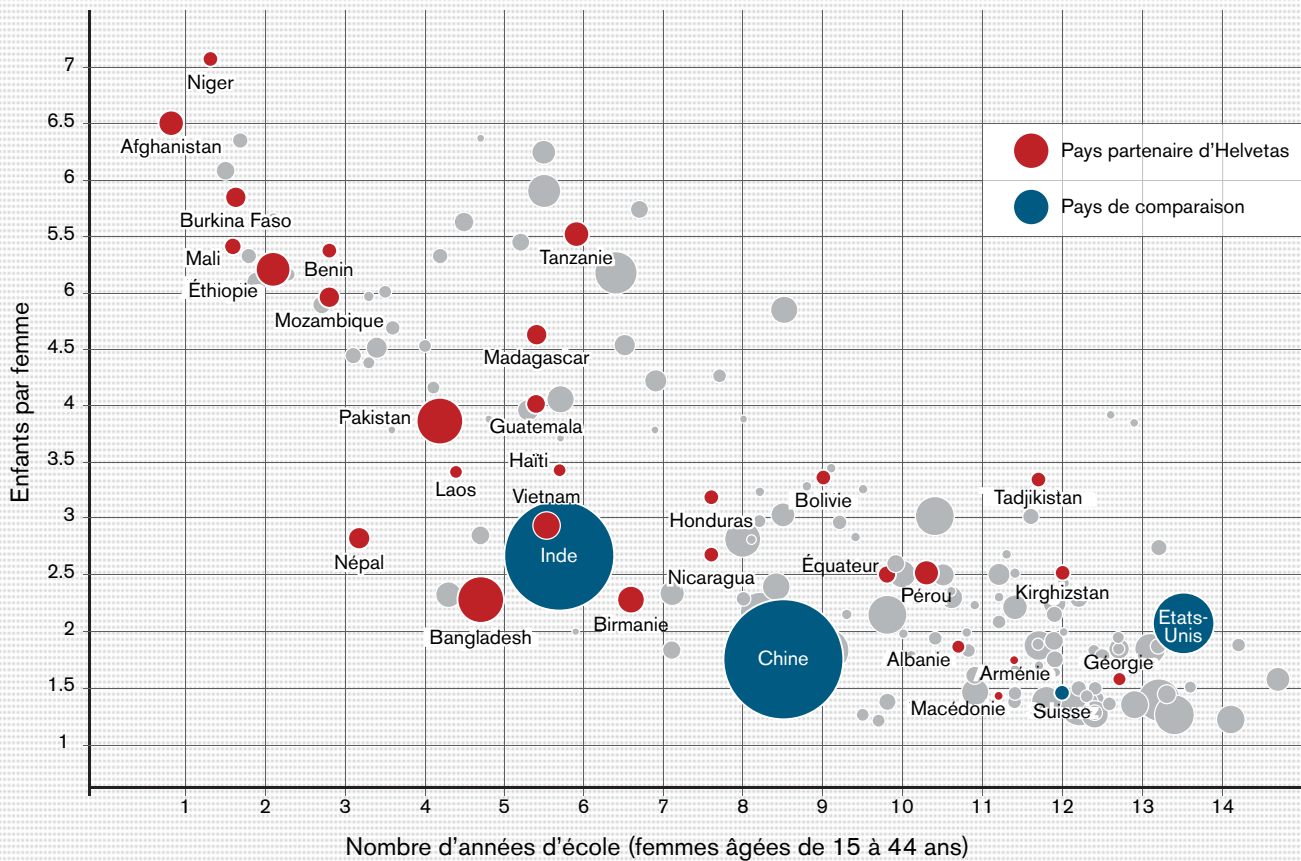
Helvetas s'engage depuis de nombreuses années en faveur de la formation de base et professionnelle en milieu rural. Les jeunes ont ainsi la possibilité de terminer leur scolarité puis d'entreprendre une formation professionnelle dans la filière agricole, artisanale ou technique. Helvetas veille particulièrement à la participation des filles et des femmes (cf. exemple de projet). Grâce à ce soutien, environ 94'000 filles et femmes ont pu terminer leur scolarité ou leur formation en 2013, dont quelque 59'000 en Afrique.

Helvetas se mobilise aussi pour améliorer l'approvisionnement en eau et l'infrastructure sanitaire dans les régions rurales. L'eau salubre est une condition pour la santé générale et elle contribue directement à réduire le taux de mortalité infantile, ce qui se répercute à son tour sur le taux de natalité<sup>10</sup>. Par ailleurs, notre longue expérience dans les pays subsahariens montre que les jeunes filles vont plus volontiers à l'école si les installations sanitaires des bâtiments scolaires sont adaptées. Car notamment à la puberté, pouvoir assurer un minimum d'intimité dans l'hygiène corporelle est très important.

Nous veillons aussi à intégrer les femmes de façon ciblée dans toutes nos activités, de manière à les renforcer dans leur rôle économique et social. Cela vaut autant pour le développement de l'agriculture familiale que pour la formation des autorités locales ou les mesures de promotion de la paix.

## UTILISER LES SYNERGIES

L'éducation sexuelle et la contraception sont des mesures complémentaires pertinentes, en priorité lorsque la formation, le revenu et l'émancipation sociale sont garantis. Dans de nombreux pays en développement, les grossesses non désirées sont l'une des premières



**Fig. 2** Corrélation entre formation et enfants par femme, 2009 (Gapminder 2012)

causes poussant les jeunes filles à arrêter prématurément l'école. En Afrique subsaharienne, une femme sur quatre dit souhaiter plus de soutien en matière de planning familial<sup>1</sup>. Les différentes offres doivent donc être complémentaires lorsque c'est possible. C'est pourquoi plusieurs de nos projets de formation en Afghanistan ainsi qu'en Afrique de l'Ouest et de l'Est intègrent des informations sur la contraception, les maladies sexuellement transmissibles et le planning familial.

Il n'en reste pas moins qu'il est nécessaire de s'attaquer aux causes structurelles si l'on veut agir réellement contre la croissance démographique. C'est pourquoi la formation, la santé ainsi que l'émancipation socio-économique et la participation des jeunes femmes et des filles continuent à être les réponses les plus efficaces à une natalité élevée.

## RÉFÉRENCES

- <sup>1</sup> UNFPA. 2011. State of world population. UN Population Fund 2011.
- <sup>2</sup> Merrick TW. 2002. Population and poverty: new views on an old controversy. *International Family Planning Perspectives*, 28(1), March 2002.
- <sup>3</sup> Stokar T. et al. 2006. L'empreinte écologique de la Suisse. Une contribution au débat sur la durabilité. Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.
- <sup>4</sup> Cleland J. et al. 2006. Family planning: the unfinished agenda. *The Lancet Sexual and Reproductive Health Series*, WHO Journal Paper.
- <sup>5</sup> Boldrin M. et al. 2005. Fertility and social security. National Bureau of Economic Research Working Paper 1146. Cambridge.
- <sup>6</sup> Summers L. 1992. Investing in all the people. Policy Research Working Paper 905. World Bank, Washington, D.C.
- <sup>7</sup> Angeles G. et al. 2003. The effects of education and family planning programs on fertility in Indonesia. *Measure Evaluation Working Paper* 03-73.
- <sup>8</sup> Bledsoe C. et al., eds. 1999. *Critical Perspectives on Schooling and Fertility in the Developing World*, Washington, D.C. National Academy Press.
- <sup>9</sup> Banque mondiale. 2012. *Égalité des genres et développement. Rapport sur le développement dans le monde 2012*. Washington, D.C.
- <sup>10</sup> UNICEF. 2008. *Sharing simple facts: useful information about menstrual health and hygiene*. New Delhi.